

Épilogue : face à la crise, face à l'Europe

Cédric Durand, dans *En finir avec l'Europe*, La fabrique, 2013

L'issue de la grande crise européenne déclenchée par le séisme financier de 2007-2008 n'est pas décidée. La bataille des idées et des intérêts fait rage sur le continent. Du Portugal à la Slovaquie en passant par l'Espagne, l'Italie et la Grèce, la grande rébellion des peuples européens progresse mois après mois. Mais dans l'affrontement qui s'est engagé, l'offensive est clairement du côté des classes dominantes : les détenteurs de capitaux, les dirigeants des institutions financières et des grandes firmes, les bureaucrates bruxellois, les politiciens de l'extrême centre. C'est au nom de l'Europe, que les politiques d'austérité sont menées. C'est au nom de l'Europe qu'est engagée une grande régression sous le nom de réformes structurelles avec en ligne de mire le droit du travail, les systèmes de protection sociale et le domaine public. C'est toujours au nom de l'Europe que les manettes de la politique économique sont remises à des institutions indépendantes de tout contrôle démocratique.



Si l'Europe a depuis l'origine un biais pro-marché et anti-démocratique, la dimension progressiste d'un dépassement des nations a été balayée depuis le début des années 2010. Cheval de Troie des politiques néolibérales, accueillie avec bienveillance par des classes dominantes soucieuses de se défaire des compromis sociaux passés, l'Europe s'est muée en une machine de guerre qui se déchaîne contre les peuples. Les gauches sociales et politiques ne peuvent ignorer ce changement de conjoncture. Les cartes de la politique continentales sont rebattues.

Cartes sur table

Il est possible de dessiner à grands traits trois principaux types de réponse à la crise européenne : pour l'Europe, la poursuite des politiques déflationnistes ; pour une autre Europe, l'option euro-keynésienne ; pour la nation, l'option nationaliste ou souverainiste. Une quatrième option, dont il faut esquisser les contours, consiste à suspendre la question européenne et à la subordonner aux enjeux immédiats : stopper le jeu de massacre social, redonner de la substance aux processus démocratiques et initier un changement de mode de développement¹.

La première option est celle qui, comme l'a montré l'article de Wolfgang Streeck, fait des marchés la principale source de souveraineté. Mise en œuvre par les institutions européennes sous la férule de la BCE, de la Commission et des pays du Nord qui dégagent des excédents commerciaux, son objectif immédiat est de procéder à un grand bond en avant dans l'intégration européenne tout en essayant, comme au lendemain de 1929, de résoudre la crise économique par des politiques déflationnistes. Les créanciers entendent être payés, ils exigent donc que des politiques budgétaires restrictives dégagent immédiatement des ressources financières pour rembourser la dette ou limiter son alourdissement.

Cette politique se matérialise par les coupes dans les budgets sociaux, la dégradation des services publics, les baisses des pensions, celle des salaires des fonctionnaires, les suppressions de postes, le surcroît d'impôts indirects et l'effondrement de l'activité économique qui fait exploser le chômage. Cette politique « au couteau de boucher », pour

¹ Cette cartographie complète celle proposée par Costas Lapavistas dans ce livre et qui est spécifiquement centrée sur la situation des pays de la périphérie.

repandre l'expression d'un ministre grec, constitue un trauma de masse dont on trouve la trace dans les statistiques d'émigration, de santé publique et de criminalité², la fureur de la rue, les gifles électorales infligées aux gouvernements sortants³.

Les plus lucides des partisans de l'approche déflationniste mettent en garde les « ayatollah de l'austérité » contre le caractère contre-productif de la spirale récessive enclenchée. Ils commencent à être entendus et l'accent est de plus en plus mis sur un second volet, les réformes structurelles. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'agenda de la compétitivité, qui vise à relancer la croissance grâce à une diminution des coûts: baisse du salaire minimum, des cotisations sociales patronales ou de l'impôt sur les sociétés. S'y ajoutent des mesures de libéralisation de secteurs protégés de la concurrence. Les privatisations imposées par la Troïka (FMI, UE, BCE) en Grèce ou au Portugal sont censées faire coup double : dégager des recettes et ouvrir un nouvel espace à la valorisation du capital.

La possibilité qu'une telle dévaluation réelle soit suffisante pour entraîner un rebond apparaît d'autant plus lointaine que la synchronisation opérée au niveau européen interdit aux exportations de prendre le relais pour tirer la croissance. Surtout, les tensions qui répondent à la violence sociale de ces politiques menacent de les faire dérailler. A l'effritement de la capacité à générer du consentement répond, un césarisme bureaucratique qui se manifeste par le renforcement d'instances non démocratiques. En Grèce, la gestion policière de la contestation s'appuie sur le développement d'une force néonazie⁴. Peu importe les élections, les manifestations, les grèves, pourvu que le cadre tienne.

L'approche euro-keynésienne prend le contre-pied de la réponse déflationniste. Elle vise à définir la possibilité d'une autre Europe, éventuellement à partir d'un noyau limité à quelques pays. Lorsque les ménages et les entreprises sont contraints de se désendetter pour encaisser le choc de la crise financière, si les États font de même l'économie n'a aucune chance de redémarrer⁵. Lorsqu'à la hausse du chômage viennent s'ajouter des diminutions de salaires, la demande ne peut que plonger. Cinq propositions sont alors avancées⁶ : une politique fiscale contracyclique générée par un budget européen qui deviendrait substantiel ; une politique monétaire inflationniste qui permettrait d'éradiquer progressivement la dette et de financer les budgets publics ; une taxation des transactions financières et une nationalisation des principales banques ; un système de protection sociale européen ; une croissance des salaires

2 Voir Alexander Kentikelenis, Marina Karanikolos, Irene Papanicolas, Sanjay Basu, Martin McKee, David Stuckler, « [Health effects of financial crisis: omens of a Greek tragedy](#) », *The Lancet*, 22 October 2011, Vol. 378, Issue 9801, Pages 1457-1458. L'expression « au couteau de boucher » est rapportée dans la discussion à propos de cet article sur le site du *Lancet*.

3 La coalition emmenée par Mario Monti, le président du conseil Italien imposé en 2011 par les instances européennes, n'a obtenu que 10 % aux élections des 24 et 25 février 2013. Le Parti Socialiste Ouvrier Unifié espagnol a réalisé son plus mauvais score électoral depuis 1982 aux élections du 20 novembre 2011, n'obtenant que 28,7 % des suffrages. Avec 28 %, le Parti Socialiste portugais a perdu les élections du 5 juin 2011, réalisant également son plus mauvais score depuis 1987. En Grèce, le 17 juin 2012, les électeurs ont placé en tête d'un fil la droite avec 29,66 % des voix, juste devant la coalition de gauche radicale Syriza qui a recueilli 28,69 %. Le PASOK du premier ministre sortant qui a été à la tête de la plupart des gouvernements depuis la chute des colonels en 1974 est laminé avec 12,28 % des voix.

4 Sur ces deux aspects voir le chapitre de Cédric Durand et Razmig Keucheyan et celui de Dimitris Dalakoglou.

5 Une telle spirale dépressive découle d'un mécanisme appelé « *récession de bilan* ».

Voir Richard C. Koo, « [The world in balance sheet recession: causes, cure, and politics](#) », *Real-World economics review*, issue no. 58. Le FMI a été contraint de reconnaître avoir sous-estimé la contraction engendré par les mesures d'austérité qu'il avait lui-même recommandé.

Voir : Olivier Blanchard and Daniel Leigh, « [Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers](#) », *IMF Working Paper*, WP/13/1, January 2013.

6 Pour une présentation plus détaillée de cette option voir Engelbert Stockhammer, « [Euro-keynesianism ?](#) », *Radical Philosophy*, 175, 2012.

indexée sur la productivité. Ces mesures visent à relancer la croissance, à desserrer l'étau des marchés sur les budgets publics et à générer des flux financiers vers les régions périphériques de la zone euro sans pour autant accroître leur niveau d'endettement.

Cette approche est cohérente en tant que réponse aux turbulences macroéconomiques qui font suite à une crise financière, elle butte cependant sur le politique. La construction néolibérale de l'Europe oppose toute la force de l'inertie institutionnelle ordolibérale à un tel projet. De plus, la désynchronisation des rythmes politiques et sociaux des différents pays met hors de portée ces propositions qui impliqueraient de fonder la légitimité d'une solidarité financière très substantielle au sein de la zone euro. Une telle réorientation de l'Europe vers la gauche ne serait possible que si des procédures démocratiques et une arène politique un tant soit peu unifiée permettaient l'affirmation de cette offre politique. Bien qu'elle n'ait rien d'impossible sur le papier, cette perspective ne peut se passer de rupture avec les cadres institutionnels de l'Europe réellement existante et nécessite un temps de maturation que ne laisse pas les grandes turbulences actuelles. Le philosophe Étienne Balibar, engagé de longue date en faveur d'une citoyenneté européenne, a pleinement saisi la difficulté : « comment faire entrer de la démocratie dans la construction européenne sans un “saut” ou un “pas de côté” par rapport aux structures et aux procédures qui ont été conçues pour l'exclure, la neutraliser, et que les méthodes de “gestion de la crise”, essentiellement destinées à éviter l'intervention des citoyens, ont systématiquement cadencées⁷ ? »

C'est dans cette impasse politique que se glisse la réponse souverainiste ou nationaliste. Elle a beau jeu de pointer les contradictions générées par la création de l'euro, maintenant que les écarts de niveaux de développement économique au sein de la zone ont éclaté au grand jour. En arrière plan, la déflation salariale imposée aux travailleurs allemands depuis une quinzaine d'années est venue aggraver une surexposition des économies les plus faibles à la concurrence internationale. L'abandon de l'euro est alors présenté comme LA solution: le réajustement des taux de change est censé résorber les différentiels de compétitivité et favoriser un redémarrage de l'activité. Une telle logique de repli national, même lorsqu'elle ne s'inscrit pas dans la logique xénophobe des droites extrêmes, est dangereuse car elle tend à substituer les oppositions entre les peuples aux conflits de classes. Quant à l'ambition de reconquête de l'« indépendance nationale »⁸, c'est une chimère. Il n'y a pas de possibilité d'une transformation socio-économique substantielle dont l'horizon soit l'espace national. La mondialisation a fait son œuvre, les chaînes globales de marchandises traversent allègrement les frontières. Enfin, cette option privilégie une alliance avec une bourgeoisie nationale qui n'existe plus. Comme le pressentait dès les années 1970 Nicos Poulantzas, la bourgeoisie intérieure - celle qui a des intérêts dans la production de richesses nationales - est aussi prise dans les processus d'internationalisation du capital. Elle est désormais indéfectiblement attachée à l'Union économique et monétaire en tant qu'instance lui permettant à la fois de défendre ses intérêts dans l'économie domestique et de se projeter sur la scène mondiale.

Alors que faire ? A quelles propositions nous mènent les arguments développés dans cet ouvrage ? Le principal enseignement est sans doute que l'Europe n'est pas la question principale pour les gauches sociales et politiques. Leur problème n'est pas de prendre en charge une solution pour l'UE. L'essentiel est de repartir de ce qui est premier dans la crise contemporaine - le chômage de masse, l'épuisement d'un mode de développement, des niveaux d'inégalité qui atteignent des sommets - et d'y répondre. Par rapport à ces défis, la question européenne est secondaire ; l'Europe ne peut être un prétexte conduisant à hésiter

7 Étienne Balibar, « [Quelle Europe démocratique? Réponse à Jürgen Habermas](#) », *Libération*, 3 septembre 2012

8 Voir par exemple Jacques Nikonoff et Michèle Dessenne, « [Le fédéralisme furtif des économistes](#) proches du Front de gauche », *Le Monde*, 3 octobre 2012,

lorsqu'il s'agit de prendre de front ces problèmes. Dès lors, le fait que les mesures qui s'imposent doivent conduire à une rupture avec le cadre de l'Union économique et monétaire ou même avec l'Union européenne n'est pas l'essentiel ; ce n'est qu'une conséquence. Adopter des mesures à la hauteur de la situation implique de dénoncer des traités qui corsètent les politiques économiques dans le moule néolibéral et de redonner de la substance aux processus démocratiques. Ce qui est essentiel, c'est tout simplement l'émergence d'une option de gauche. Une victoire dans tel ou tel pays ne manquerait pas d'entraîner des effets en chaîne ailleurs en Europe, au sud de la Méditerranée et peut-être même au delà, permettant de poser dans des termes radicalement nouveaux la question de l'intégration économique et politique.

Pour en rester aux seules questions économiques, les propositions à avancer doivent prendre le contre-pied de la radicalisation néolibérale de l'agenda européen, mais également s'appuyer sur un diagnostic plus large. Tout d'abord, la crise européenne n'est pas seulement une crise de l'euro dans le sillage de la crise financière, c'est une des manifestations de la grande fatigue du capitalisme dans les pays riches. Décennie après décennie, les taux de croissance se réduisent graduellement, passant de 6,5 % en moyenne dans les années 1960 à 1,8 % dans les années 2000, tandis que les gains de productivité suivent également une pente descendante⁹. Cette tendance à l'épuisement de la machine capitaliste augure de la fin de la croissance, l'état stationnaire envisagé dès le XVIII^e siècle par les économistes classiques¹⁰. D'autre part, quand bien même elle serait possible, une poursuite indéfinie de la croissance économique n'est pas souhaitable car elle entraîne des dégradations irréversibles de la biosphère¹¹. Enfin, cette perte de dynamique a pour corollaire un gouffre qui s'élargit entre la logique de l'accumulation et celle de la satisfaction des besoins sociaux, un phénomène rendu palpable par le fait que, depuis les années 1980, une série d'indicateurs de richesse ont décroché par rapport à l'évolution du PIB¹². Compte tenu de ces éléments, la recherche d'un nouveau compromis productiviste keynésien, que ce soit au niveau national ou européen, est à contre-emploi.

Le cahier des charges programmatique des gauches sociales et politiques pourrait donc être résumé de la manière suivante : trouver des solutions au fléau de la pénurie d'emploi et de l'appauvrissement de masse sans pour autant parier sur la relance d'une expansion infinie. Il n'y a pour cela pas d'autre choix que de sortir des sentiers battus. Les trois propositions qui suivent sont en ce sens des pièces versées à l'indispensable débat sur les contours d'une alternative à définir de toute urgence.

9 Robert J. Gordon, « [Is U.S. Economic Growth Over? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds](#) », *NBER Working Paper*, No. 18315, août 2012

10 Voir Cédric Durand et Philippe Légié, « [Over-accumulation, Rising Costs and 'Unproductive' Labour: The Relevance of the Classic Stationary State Issue for Developed Countries](#) », *Review of Radical Political Economy*, vol. 46, (1), 2014. Voir également, Gopal Balakrishnan, « [Speculations on the stationary state](#) », *New Left Review*, 59, 2009,

11 Pour une revue des débats voir Cédric Durand et Philippe Légié, « [Regulation Beyond Growth](#) », *Capital and Class*, 37, (1), 2013

12 Sur les problèmes de mesure de la richesse voir Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, « Repères », 2012 [2005]. Pour une étude sur l'indicateur de bien-être économique dans le cas de la France voir Jany-Catrice Florence, Kampelmann Stephan. « L'indicateur de bien-être économique : une application à la France », *Revue française d'économie*, 22 (1), 2007. pp. 107-148.

L'emploi public en dernier ressort

La première proposition s'adresse directement aux plus de 17 millions de chômeurs dans la zone euro¹³. Hyman Minsky, qui fut sans doute l'économiste le plus célèbre lors de la crise financière¹⁴, avait identifié deux stratégies de lutte contre le chômage¹⁵. Dans la première, «la croissance économique est considérée comme souhaitable et le taux de croissance est déterminé par le rythme de l'investissement privé ». La politique de relance engagé au nom de l'emploi a ainsi pour but de retourner les anticipations de profits des investisseurs. Cela passe par des déductions fiscales sur les investissements, des commandes publiques – typiquement dans l'armement ou le BTP, des subventions pour les secteurs de la construction ou pour la recherche et développement. Cette stratégie a de nombreux défauts : elle conduit à accroître la part du capital dans le revenu global, nourrit des relations financières instables, contribue à l'accroissement des inégalités de salaires et à la diffusion du consumérisme et peut, en outre, provoquer de l'inflation. Plus généralement, une telle politique butte sur les limites à la croissance évoquées plus haut.

L'autre stratégie de lutte contre le chômage, celle qui a la préférence de Minsky, passe par l'emploi public. Son principe central est celui de *l'État comme employeur en dernier ressort* (EDR). Dans cette approche, l'État – directement, via les collectivités locales ou encore par des subventions à l'économie sociale et solidaire - s'engage à fournir un emploi à tous ceux qui sont prêts à travailler au salaire de base du secteur public et, éventuellement au delà, en fonction des qualifications requises pour les emplois concernés. La logique consiste à « prendre les chômeurs tels qu'ils sont et d'adapter les emplois publics à leurs compétences ». Mais il ne s'agit pas de workfare. La mise à disposition d'emplois n'implique pas une obligation de travail ; elle ne se substitue pas mais se surajoute aux dispositifs d'indemnisation du chômage et d'assistance sociale déjà existants. Les emplois se situent dans des services intensifs en travail qui génèrent des effets utiles immédiatement perceptibles pour la collectivité dans des domaines comme l'aide aux personnes âgées, aux enfants et aux malades, l'amélioration de la vie urbaine (espace verts, médiation sociale, restauration de bâtiments...), l'environnement, l'animation en milieu scolaire, les activités artistiques, etc. Ces activités ont toutes en commun de prendre place dans des secteurs où les gains de productivité possibles sont faibles, voire inexistantes. Comme le résume Minsky, l'objectif est « une meilleure utilisation des capacités existantes plutôt que leur accroissement ». Des impôts fortement redistributifs et les économies réalisées sur les prestations chômage permettraient de payer ces emplois.

Une telle stratégie aurait par ailleurs des effets bénéfiques collatéraux non négligeables. Elle conduirait à « une euthanasie des rentiers relativement rapide ». En effet, comme « elle n'implique pas de stimuler l'investissement privé (..) une imposition véritablement progressive et effective de l'héritage » est possible, de même qu'une « imposition des bénéfiques qui ne se soucie pas de protéger les marges des entreprises ».

13 Ils sont près de 25 millions pour l'UE dans son ensemble début 2013. Il conviendrait d'ajouter les personnes en situation de sous-emploi (précaires, chômeurs découragées) qui sont environ 20 millions soit une population totale au chômage ou à l'écart de l'emploi de 45 millions de personnes au sein de l'UE. Concernant le sous-emploi en Europe voir [les données d'Eurostat](#)

14 Justin Lahart, « In Time of Tumult, Obscure Economist Gains Currency », *Wall Street Journal*, August 18, 2007.

15 Voir Cédric Durand et Dany Lang, « [L'Etat employeur en dernier ressort](#) », *Le Monde Économie*, 7 janvier 2013 ; Hyman P. Minsky, « [The Strategy of Economic Policy and Income Distribution](#) », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 409, 1973.

Socialiser la finance

*En ruminant je ris des passants faméliques.
Je crèverais comme un obus,
Si je n'absorbais comme un chancre.¹⁶*

La seconde proposition, concerne au premier chef la fraction sociale à laquelle Baudelaire aurait pu dédier ces vers : la finance. Les grandes banques et fonds d'investissements, leurs dirigeants et leurs traders se sont gavés pendant plusieurs décennies. Non contentes d'avoir déclenché la plus grave crise depuis les années 1930, les banques affichent des profits insolents¹⁷ quatre années à peine après avoir bénéficié de dizaines de milliers de milliards de dollars d'aides et de garanties¹⁸. Comble de la malséance, elles continuent à discipliner les États - ceux-là même qui viennent de les sauver d'une banqueroute globale ! - via les marchés de la dette publique.

La proposition qui leur est destinée surgit assez naturellement au milieu de gaz lacrymogènes, à Athènes ou Barcelone. Mais, plus ironiquement, elle se trouve aussi sur le site rose saumon du *Financial Times*, sous la plume William Buiter aujourd'hui économiste en chef à Citigroup, la troisième plus grande banque des États-Unis. Le 18 septembre 2008, au lendemain du renflouement et de la nationalisation de l'assureur AIG¹⁹, Buiter, visiblement ébranlé, écrit sur son blog : « Est-ce que dans le capitalisme financier moderne les grandes entreprises font d'énormes profits privés quand tout va bien et sont renflouées ou temporairement nationalisées quand les choses tournent mal, le contribuable prenant en fait tous les risques et absorbant les pertes ? Si tel est le cas, pourquoi ces activités ne devraient-elles pas rester dans le giron public ? Depuis longtemps, il existe un argument selon lequel rien ne justifie la propriété privé des établissements de dépôt parce que ceux-ci ne peuvent se passer d'un système de garantie des dépôts et/ou d'un accès à un prêteur en dernier ressort qui reposent en fin de compte sur le contribuable »²⁰. En bref, la conséquence logique de l'*aléa moral* qui découle du *too big to fail*, c'est le contrôle public²¹.

Socialiser le système financier, telle est donc la seconde proposition. Il ne s'agit cependant pas de concentrer dans les mains de l'État tous les moyens de crédit. En effet, comme le souligne Frédéric Lordon²², les dirigeants politiques, cherchant à se maintenir au pouvoir, seraient tenté d'user de la facilité à court terme qui consiste à « apporter des solutions monétaires à des conflits qui n'ont pas été réglé politiquement ». Cette politisation de la sélection des crédits pose un double risque : « celui, microéconomique, de l'émission de crédits qui ne seront pas remboursés et celui, macroéconomique, de la surémission inflationniste ». C'est pourquoi, des

16 Charles Baudelaire, « bribes », *Les fleurs du mal*, Garnier, Paris, 1961, p. 216.

17 En 2012, J.Morgan a enregistré un profit net record de 21,3 milliards de dollars, Goldman Sachs de 7,5 milliards et la BNP Paribas de 6,5 milliards d'euros. La société générale avec 770 millions d'euros de bénéfices a fortement déçu les analystes financiers...

18 Pour la seule intervention de la FED le montant a été évalué à 29 000 milliards de dollars, James Felkerson, « \$29,000,000,000,000: A Detailed Look at the Fed's Bailout by Funding Facility and Recipient », *Levy Institute Working Paper*, No. 698, December 2011.

19 AIG était en 2008 le premier assureur étasunien et troisième au niveau mondial.

20 William Buiter, « [Goodbye Capitalism American Style](#) », *FT.com*, September 18, 2008,

21 L'*aléa moral* est un notion que les économistes mobilisent pour caractériser une situation où l'agent qui prend le risque n'est pas tenu d'en assumer les conséquences négatives bien qu'il puisse bénéficier des avantages. *Too big to fail*, signifie littéralement trop gros pour faire faillite. Elle fait référence aux entreprises que l'État viendra sauver quoiqu'il arrive, car les conséquences économiques, sociales, politiques ou militaire de leur banqueroute ne sont pas acceptables.

22 Sur l'idée de système socialisé du crédit voir Frédéric Lordon, *La crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, chap. 3 « Pour un système socialisé du crédit », Ed. Fayard, 2009.

concessions bancaires devraient être octroyées à des entités sociales qui ne soient pas exclusivement liées à l'Etat. Le contrôle sur leur stratégie bancaire serait exercé par les parties prenantes : salariés, entreprises, associations, collectivités locales, représentants locaux de l'Etat.

En finir avec la finance privée, c'est faire coup double: se débarrasser d'activités parasites et déstabilisatrices mais aussi, via la socialisation du crédit, se doter d'un instrument essentiel pour construire un mode de développement guidé par la satisfaction des besoins sociaux et la préservation de la biosphère. En effet, des institutions bancaires socialisées peuvent sélectionner des investissements selon des critères autres que leur rentabilité comme leur impact sur les communautés concernées, les relations de travail, la soutenabilité écologique...

Rendre possible une alternative

On le sent bien, des politiques telles que l'emploi public en dernier ressort ou la socialisation du système financier, impliquent un affrontement sans concession avec les classes dominantes. Les ingrédients du cocktail explosif à même de retourner la situation sont connus : des grèves et des manifestations de masses, de la désobéissance et des occupations, des succursales bancaires malmenées et des surprises électorales.. Mais rouvrir le jeu signifie aussi faire voler en éclat le cadre macroéconomique.

Le premier pas consiste à mettre fin au chantage des marchés financiers, saper la source de leur souveraineté. Cela implique de déclarer un moratoire sur le paiement de la dette, ce qui permettrait de lancer un audit sur son origine, sa légitimité et de décider d'une éventuelle annulation partielle ou totale²³. Si nécessaire, la banque centrale peut faire des avances budgétaires qui permettent à l'Etat d'honorer ses engagements. Le mandat de la BCE le lui interdit car une telle décision reviendrait à assumer des transferts importants vers les pays qui en bénéficieraient. Mais cela conduit à une situation ubuesque dans laquelle elle intervient massivement pour soutenir les banques²⁴ tout en laissant les finances publiques à la merci des humeurs de la finance privée. De dangereux gauchistes comme Lord Turner, le président de l'Autorité britannique des services financiers, et Martin Wolf, l'éditorialiste du Financial Times, en conviennent : « Rien ne peut justifier le point de vue généralement admis selon lequel la monnaie fiduciaire ne doit circuler que via le système actuellement en vigueur d'emprunts et de prêts privés. Pourquoi la monnaie créée par l'État devrait-elle être principalement employée pour garantir l'argent créé par les banques au fil d'opérations de crédit souvent irresponsables ? Pourquoi serait-il bien de favoriser les effets leviers dans le secteur privé et non l'offre d'infrastructures publiques ? »²⁵.

Il existe donc des solutions pour permettre aux finances publiques de couper le nœud gordien de leur dépendance aux marchés. Au delà, dans un contexte de récession et de sous-utilisation des capacités de production, la banque centrale peut être mobilisée pour desembourber l'économie, par exemple en finançant un plan d'investissements pour la sobriété énergétique. Dans la durée, la robustesse des finances publiques doit reposer sur une fiscalité fortement progressive - jusqu'à être confiscatoire pour les hauts revenus - et une collecte de l'épargne populaire via des placements faiblement rémunérés mais sûrs.

23 Sur la question de la dette voir François Chesnais, *Les dettes illégitimes*, Paris: Raisons d'Agir, 2011. Voir également, Cédric Durand, « [La dette jusqu'où ?](#) », *Contretemps* (web), 7 novembre 2011,

24 En décembre 2011 et février 2012, sous le vocable barbare de *longer-term refinancing operations*, la BCE a octroyé aux banques 1018 milliards d'euros de crédit à 3 ans - soit environ 10 % du PIB de la zone euro - à un taux de 1 %.

25 Martin Wolf, « [The case for helicopter money](#) », *FT.com*, February 12, 2013

La seconde rupture macroéconomique concerne l'insertion dans l'économie internationale et donc, au premier chef, l'UE. En effet, le grand tournant envisagé entraînerait immédiatement une fuite massive des capitaux. Des mesures défensives telles que le contrôle administratif des transactions financières et un rétablissement du contrôle des changes devraient donc être mises en œuvre. De plus, les mesures adoptées - qu'il s'agisse de l'emploi public en dernier ressort ou d'une distribution du crédit orientée par les besoins sociaux - ne manqueraient pas de redynamiser la demande domestique, risquant du même coup de creuser la balance commerciale. La soutenabilité du processus implique donc de stabiliser les importations, ce qui passe, à court terme, soit par des politiques de dépréciation du taux de change, soit par des mesures de contingentement. Plus largement, il est nécessaire de lever l'hypothèque que fait peser le libre-échange sur la possibilité d'orienter l'activité économique vers la satisfaction des besoins et la préservation de la biosphère ; cela passe par l'adoption de mesures favorisant le raccourcissement des circuits productifs et la négociation d'accords internationaux qui stabilisent les prix sur le moyen terme, en particulier pour les matières premières, l'énergie et les denrées alimentaires.

Bien entendu, comme les quelques éléments présentés le montrent, il existe des réponses économiques à la crise plus réjouissantes que les purges actuellement prescrites. C'est affaire de combats sociaux, de luttes idéologiques, de percées politiques. Or, comme l'ensemble des contributions réunies dans ce volume en atteste, il n'y a rien à attendre de l'Union européenne pour opérer un tel virage. Au contraire, l'Europe réellement existante est entièrement et sans retenue aucun l'instrument politico-institutionnel du capital financier et des multinationales. Si l'austérité et la grande régression des réformes structurelles constituent la contradiction politique principale de la situation, l'UE est à un pôle, les peuples sont à l'autre. En finir avec l'Europe, c'est ainsi briser une machine détestable et mettre aux rebus le triste dessein d'un monde borné par l'horizon marchand. Plus qu'une fin, c'est avant tout un commencement.